



*photos aqueduc.info*



La Lettre - n° 100

Septembre 2014

# L'eau, aujourd'hui, demain

Questionnements et recherches interdisciplinaires  
sur quelques-uns des enjeux actuels et futurs  
de la gestion et de l'usage des ressources en eau

---

Ce cahier spécial bénéficie de la collaboration de chercheurs de ***l'Institut de géographie et durabilité*** de l'Université de Lausanne et du ***Département des géosciences*** de l'Université de Fribourg.

## Éditorial

Le site et la Lettre *aqueduc.info* sont nés en 2003 d'une heureuse coïncidence entre l'envie (et la possibilité enfin) de contribuer ne serait-ce que modestement à l'information sur des questions d'actualité autour de l'eau et la célébration (très médiatisée) de l'Année internationale de l'eau décrétée par les Nations Unies. L'Europe se souvient bien de ce millésime 2003 et de sa sécheresse quasi historique. L'eau s'était-elle trompée d'année, elle qui alimentait les discours officiels mais boycottait ciel et terre ? Le Nord s'apercevait alors qu'il était, comme le reste de la planète, vulnérable aux changements climatiques.

Dans les forums internationaux, intergouvernementaux comme altermondialistes, on n'y porte à ce moment-là encore qu'un mince intérêt. De part et d'autre, on aligne les déclarations d'intention sur l'urgence de mettre l'eau au premier plan des priorités politiques, sur la nécessaire solidarité – internationale, financière et technique – qui permettra aux populations qui en sont privées d'accéder enfin à l'eau potable, et sur la bonne gouvernance qui rendra crédibles les théories stratégiques de développement durable. Une décennie plus tard, on peut reprendre les mêmes discours qui peinent encore et toujours à se traduire en actes efficaces.

À cette époque pas si lointaine, les esprits semblaient captifs du débat entre, d'un côté, ceux qui pensent que l'on peut s'approprier l'eau pour en faire une marchandise dont la gestion obéit aux règles de l'offre et de la demande (si jamais elle se raréfie, elle n'en sera que plus intéressante économiquement parlant) et, de l'autre, ceux qui prennent fait et cause pour une ressource considérée avant tout comme un bien commun dont les citoyens sont les premiers responsables et un droit humain dont les États doivent à tout prix se porter garants.

Une décennie plus tard, ces controverses sont quelque peu passées au second plan. Entre temps, les partisans de la privatisation des services de l'eau, qui n'ont rien renié de leurs convictions ni de leurs pratiques, ont affiné leurs stratégies de communication et gardent une mainmise discrète mais toujours aussi ferme sur l'agenda des politiques internationales de l'eau. De leur côté, les organisations citoyennes ont obtenu gain de cause aux Nations Unies : une résolution votée en 2010 par l'Assemblée générale y a reconnu l'accès à une eau potable, salubre et propre, comme un droit humain fondamental. Dans nombre de pays, l'actualité quotidienne rappelle cependant que ce droit reste largement lettre morte.

À comparer les thématiques abordées dans les premières lettres *aqueduc.info* et celles qui les ont alimentées au cours de ces derniers mois, il saute aux yeux que d'autres préoccupations ont émergé. On paraît s'intéresser davantage, y compris dans l'opinion publique, à la ressource elle-même, à sa disponibilité (les modifications du climat et la fonte des glaciers annoncent-elles de futures pénuries d'eau ?), à sa qualité (peut-on faire confiance aux distributeurs d'eau quand on voit la quantité de micropolluants qui prolifèrent dans l'environnement ?), à sa protection (quelles mesures faut-il prendre pour préserver les fonctions vitales des cours d'eau et des nappes souterraines ?) et à sa gestion (quels moyens les collectivités publiques doivent-elles mettre en œuvre pour faire face à toutes leurs obligations dans le domaine de l'eau ?).

Ces diverses questions laissent à penser que l'on est peut-être en train de tisser une plus grande relation de proximité avec les ressources en eau, de comprendre que –

où que l'on vive – on est souvent à la fois en aval et en amont des problèmes, et que les solutions ne peuvent pas être trouvées dans les seules réalités locales.

Le Programme national suisse de recherche sur la gestion durable de l'eau (PNR 61), qui s'apprête à rendre ses ultimes conclusions, apportera sans doute quelque éclairage intéressant sur les défis hydriques des années à venir et sur la meilleure façon de les relever. Mais, on le voit dans le sommaire de cette centième lettre *aqueduc.info*, d'autres champs d'investigations restent ouverts au questionnement des chercheurs, d'autant que ceux-ci semblent prendre goût à la confrontation de leurs diverses disciplines.

Les six contributions de ce cahier sont issues principalement des travaux menés par le groupe de recherche « *Eau et géopatrimoine* » de l'Institut de géographie et durabilité (IGD) de l'Université de Lausanne, dirigé par le Professeur Emmanuel Reynard, qui appréhende de manière résolument interdisciplinaire les problématiques de gestion des ressources en eau et de gestion des géopatrimoines. Elles sont complétées par des contributions du groupe de recherche du Professeur Olivier Graefe, du Département des géosciences de l'Université de Fribourg, dont les travaux portent en particulier sur les questions politiques relatives à la gestion de l'eau.

Martin Calianno et ses co-auteurs précisent différentes notions (besoins, demandes, consommations, prélèvements, etc.) utilisées souvent de manière désordonnée afin de quantifier les usages de l'eau. Une telle mise au point s'avère nécessaire lorsque l'on s'interroge sur ce que seront les usages futurs de la ressource. Dans la même veine, Arnaud Buchs et Marianne Milano, chercheurs post-doctoraux respectivement en sciences sociales et en hydrologie, confrontent leurs points de vue autour de la question de la pénurie, en se basant sur des exemples espagnols.

Emmanuel Reynard montre l'importance de prendre en compte les conditions socio-économiques dans la modélisation des usages futurs de l'eau, à l'exemple de la région de Crans-Montana-Sierre, en Valais, étudiée dans le projet MontanAqua, l'un des 16 projets du PNR 61. A partir des résultats de ce même projet, Christine Homewood et ses co-auteurs pointent le doigt sur les difficultés de gestion induites par la fragmentation institutionnelle, alors qu'Olivier Graefe discute des risques de dépolitisation de la gestion de l'eau liés au développement de la gestion par bassin versant.

Finalement, Stephan Utz et Nora Buletti présentent les résultats d'une enquête sur les processus participatifs dans l'aménagement des cours d'eau en Suisse, réalisée sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement.

Gageons que les articles présentés dans ce cahier montreront tout le potentiel de l'interdisciplinarité, tant dans la réflexion conceptuelle que dans la résolution des problèmes concrets de gestion de l'eau.

**Bernard Weissbrodt et Emmanuel Reynard**